

Le nouveau « fossé des générations* »

De mai 68 au mouvement anti-CPE

Jean-Pierre Le Goff

Jean-Pierre Le Goff est notamment l'auteur de Mai 68.

L'héritage impossible, et de La Barbarie douce (Paris, La Découverte, 1998 et 1999).

Il a récemment publié La Démocratie post-totalitaire (Paris, La Découverte, 2002).

Dans Le Débat : « Hypothèses pour comprendre le chaos ambiant »

(n° 126, septembre-octobre 2003),

et « La difficile réconciliation du socialisme et de la démocratie » (n° 131, septembre-octobre 2004).

À quelques mois d'intervalle, la France a connu deux mouvements de révolte de nature différente : la mort de deux jeunes à Clichy-sous-Bois a été l'événement déclenchant des nuits de violence et de destruction menées par des bandes de jeunes des banlieues ; l'instauration du Contrat première embauche (CPE) par le gouvernement a suscité une mobilisation des étudiants et lycéens soutenus par les organisations syndicales. Au-delà des différences entre ces révoltes, on n'a pas manqué de les relier à la dégradation des conditions économiques et sociales et avant tout aux difficultés que rencontre aujourd'hui la jeunesse en matière d'emploi. Le chômage atteint aujourd'hui 25 % de la classe d'âge des quinze-vingt-cinq ans¹, touchant particulièrement les jeunes non diplômés. Ceux qui ont suivi des études plus longues ne sont pas non plus épargnés : le temps d'attente pour avoir un emploi s'est allongé, les emplois précaires et l'intérim se sont développés, et il existe souvent un décalage entre l'emploi occupé et la formation suivie. À l'insécurité économique en matière d'emplois s'ajoute le coût prohibitif du logement. Autant de réalités auxquelles se trouvent confrontés les jeunes d'aujourd'hui, rendant plus difficile l'acquisition d'une autonomie. Ces réalités ont de quoi susciter un sentiment d'injustice et encourager l'idée que la société et les institutions se désintéressent du sort des nouvelles générations. Dans le domaine de l'emploi, la situation des générations qui ont grandi dans le contexte du chômage de masse apparaît d'emblée régressive par rapport à celles de leurs parents et de leurs grands-parents formés et employés pendant la période d'expansion des Trente Glorieuses. Mais peut-on pour autant parler de « génération sacrifiée » ou d'injustice par rapport aux baby-boomers ?

L'explication des révoltes par les conditions économiques et sociales ne suffit pas à rendre compte du malaise et de la frustration des nouvelles générations que ces mouvements expriment. On n'a pas manqué, du reste, de comparer ces derniers à des périodes historiques passées, celles du monde ouvrier ou / et

mai-juin 68, comme pour mieux en atténuer les aspects nouveaux et déconcertants. Les schémas dominants de la pensée sociologique d'aujourd'hui ramènent peu ou prou tout phénomène à son « infrastructure » économique et sociale en considérant de la sorte que le débat est clos. Mais l'insécurité économique n'explique pas tout. Il existe une fragilité existentielle, une mentalité et des comportements d'un type nouveau qui nécessitent de s'interroger sur ce qu'il est advenu de la transmission entre les générations. La conjugaison d'une crise culturelle et du chômage de masse a, entre autres, creusé le « fossé générationnel », un phénomène dont nous commençons à percevoir les effets. Les violences dans les banlieues et le mouvement anti-CPE en sont des manifestations significatives.

Quelle « révolte des banlieues » ?

Attaquer les pompiers, brûler la voiture de son voisin ou tuer ce dernier comme par inadvertance - « sans le faire exprès » disent certains -, incendier des magasins, des écoles, des gymnases du quartier où l'on habite, arrêter des bus pour y déverser de l'essence et y mettre le feu devant des passagers affolés, de tels actes sauvages cadrent mal avec les conflits de classes traditionnels dans lesquels nombre de militants et de commentateurs veulent à tout prix faire entrer la « révolte des banlieues ». Les schémas préconçus jouent le rôle de déni et de reconfort face à une réalité dérangeante : les événements des banlieues relèvent moins de la pauvreté et de la misère telles qu'on a pu les connaître dans le passé que de phénomènes de déstructurations identitaires qu'on a le plus grand mal à aborder.

L'histoire de la France a vu d'autres périodes de chômage de masse, comme dans les années 1930, sans qu'on assiste pour autant à de pareils phénomènes de destruction. Les chômeurs de l'époque ne s'attaquaient pas, que l'on sache, aux organismes qui pouvaient les

* Cet article est paru dans le N° 141 de la revue Le Débat, septembre 2006, que nous remercions de nous avoir autorisé à le publier dans *Mélanpous*

1. En dehors des lycéens et des étudiants. Selon l'INSEE, la population active est composée de ceux qui ont un emploi et des demandeurs d'emploi. Le taux de chômage ne concerne que la population active, la jeunesse scolarisée n'en fait pas partie.

aider, comme l'ont fait ces bandes en détruisant des écoles, des gymnases, des centres sociaux, des bus. Si l'on tient à la comparaison historique, il faudrait poser la question : a-t-on jamais vu les chômeurs des années 1930 s'attaquer à la « soupe populaire » ? La formule attribuée aux classes dominantes de l'ère industrielle : « Classes laborieuses, classes dangereuses », a été reprise par des militants et des journalistes pour expliquer ce qu'ils dénomment la « stigmatisation » des banlieues. Mais les jeunes des banlieues en révolte ne travaillent pas et ne forment pas une classe. S'il fallait tenter des comparaisons historiques, la notion de *lumpenproletariat* serait plus proche de la réalité. Mais, là aussi, les différences sont manifestes. L'univers de ces jeunes n'est pas comparable au paupérisme du XIX^e siècle. Il existe des mécanismes d'assistance sociale liés à l'État-providence qui, s'ils ne transforment pas fondamentalement les conditions de vie, en atténuent la dureté. Les jeunes casseurs ne sont guère en haillons², ils sont fascinés par tous les signes du *look* branché et agissent souvent par mimétisme télévisuel. Que ces jeunes soient minoritaires n'enlève rien à une réalité que certains se refusent toujours à voir par angélisme ou idéologie. Pour la comprendre, il importe de prendre en compte ce que les éducateurs, les enseignants, les psychiatres observent depuis des années.

Il existe un phénomène de bandes constituées de jeunes adolescents et de post-adolescents en situation d'échec et désocialisés, animés par le ressentiment et la haine à l'égard de la société et des institutions. Les conditions de chômage et de ghetto urbain se combinent avec une déliquescence des liens familiaux, pudiquement dénommée « famille monoparentale » : le plus souvent absence du père, la mère subsistant tant bien que mal avec les revenus de l'aide sociale et étant la plupart du temps loin du foyer lorsqu'elle travaille. Dans les familles issues de l'immigration, cette situation peut être aggravée par une inadéquation des parents à la culture française, entraînant une désorientation des jeunes qui, coincés entre deux cultures, peuvent « errer sans repère dans une sorte de *no man's land* anthropologique³ ».

Le sentiment d'appartenance de ces jeunes se limite souvent à leur quartier ou à leur immeuble. Ils se réfugient dans des bandes machistes où les rapports de forces dominent avec les phénomènes de caïds et s'enferment dans une sous-culture de la délinquance et du ghetto. Ces jeunes minoritaires sont déstructurés et désœuvrés; ils ont perdu l'estime d'eux-mêmes et le sens du réel. Leur langage colle aux affects et aux pulsions; ils ne mesurent pas la portée de leurs actes et ils ignorent souvent le sentiment de culpabilité. Ces jeunes ont une image dépréciative d'eux-mêmes qui peut se retourner en agression. Lors des nuits de violence, ils sont entrés dans une logique de destruction et d'autodestruction en s'attaquant aux quartiers où ils habitent. Fascinés par les clichés de la réussite et de l'argent, ils vivent dans un univers où l'image est maîtresse, et ils

deviennent facilement dépendants des stupéfiants. Nombre d'animateurs, d'éducateurs sociaux, mais aussi d'enseignants se trouvent désemparés devant de tels individus perpétuellement agités, aux comportements asociaux et immaîtrisables.

Face à cette réalité, il n'existe pas de remèdes simples et aux effets immédiats. La puissance publique ne peut pas se substituer complètement aux familles et les aides psychologiques et sociales ne peuvent pas tout. Le problème n'est pas seulement à poser dans des termes étroitement sociologiques et psychologiques, mais implique d'aborder la question de ce qu'il en est advenu de l'*ethos* commun. Les violences des bandes de jeunes des banlieues révèlent de façon paroxystique une désaffiliation due à l'érosion des appartenances qui inscrivaient l'individu dans une collectivité et le structuraient « de l'intérieur » : famille, collectivité de travail, classes sociales, appartenance nationale... Autant d'éléments qui sont aujourd'hui érodés ou en crise et qui, contrairement aux discours angéliques « post-modernes », sont constitutifs des identités individuelles et collectives.

Quel « droit à l'emploi » pour la jeunesse scolarisée ?

Alors que le CPE visait avant tout à créer des conditions d'emploi plus favorables pour les jeunes peu scolarisés et en difficulté, ce sont les jeunes scolarisés des lycées et des universités qui se sont aussitôt mobilisés massivement pour son retrait. Ces derniers ne sont pourtant pas concernés de la même manière par l'emploi. D'une façon générale, plus les études sont longues, plus les chances de trouver un emploi sont grandes, même si la période d'attente est plus importante qu'auparavant, réalité au demeurant valable aujourd'hui pour tous les demandeurs d'emploi.

La révolte de ces jeunes ne manque pas cependant de raisons : l'absence de motif de licenciement, élément nouveau qui remet en question un principe fondamental du droit du travail, fut vécue par une majorité de jeunes comme une atteinte à leur dignité. Mais cet élément, pour important qu'il soit, ne suffit pas à rendre compte de la nature de ce mouvement. Au-delà même de la façon dont le CPE a été élaboré et mis en avant, ce grand refus comporte un déni de la réalité à laquelle cette jeunesse se trouve confrontée. Des slogans comme « CPE = Comment Perdre son Emploi », alors qu'on n'en a pas, ou encore « CPE non, non, non ! CDI oui, oui, oui ! » sont révélateurs d'une méconnaissance des conditions actuelles de l'emploi. Faut-il rappeler qu'un CDI suppose toujours une période d'essai d'un à six mois selon le niveau de la fonction occupée et que, dans la fonction publique - secteur qui semble aujourd'hui particulièrement prisé par une partie des jeunes -, l'équivalent de la période d'essai est un stage

2. *Lumpen* signifie miséreux, en haillons.

3. Emmanuel Todd, *Le Destin des immigrés*, Paris, Éd. du Seuil, 1994, p. 382.



d'un an au terme duquel l'agent peut être, en droit, licencié ? Plus fondamentalement existe une méconnaissance de l'importance de l'acquisition d'une expérience professionnelle et de la formation en situation, éléments incontournables pour tout travail en entreprise ou dans l'administration. C'est en fait l'idée d'une évaluation par la pratique effectivement menée par des professionnels et non pas seulement par le diplôme délivré par l'Éducation nationale qui est en question.

Cette méconnaissance des conditions d'emploi s'accompagne chez les jeunes manifestants d'une vision noire de l'entreprise, appréhendée comme le lieu d'une exploitation et d'une oppression éhontées, en niant les contraintes fonctionnelles propres à la production et les rapports de coopération qui se nouent dans le travail. Il est vrai que les plans de restructuration, les fermetures d'entreprises par des « patrons voyous », les salaires et les *stocks options* mirobolants de P.-D.G. contribuent grandement à cette vision dépréciative. Mais à écouter nombre de mots d'ordre et de slogans du mouvement anti-CPE, nulle réconciliation de la jeunesse ne paraît vraiment possible avec les entreprises privées, sauf à les aligner sur une vision largement mythifiée des conditions du service public. Ce dernier étant du reste considéré comme de plus en plus soumis à la logique du privé, on mesure l'impasse dans laquelle nombre de jeunes ont le sentiment d'être conduits.

Au sein de la jeunesse étudiante, sélection et adaptation sont d'emblée rejetées parce que synonymes de répression et d'intérêt patronal, tandis qu'existe en contrepoint l'idée d'un droit correspondant aux aspirations individuelles des jeunes en dehors des besoins effectifs de l'économie générale de la société. Il faut dire que nombre de responsables éducatifs et d'hommes politiques se sont bien gardés de contredire de telles idées, quand ils ne les ont pas de fait encouragées. Dans ce domaine, l'objectif de 80 % d'une classe d'âge au niveau du baccalauréat pour l'an 2000 lancé en 1985 par le gouvernement de gauche de l'époque a constitué un tournant. Par-delà ses bonnes intentions, il a produit des effets pervers et contribué à renforcer un peu plus les illusions. Le secondaire débouchant sur le bac et les études supérieures va être considéré comme la voie unique de l'excellence et s'accompagner de l'idée d'un « droit à la réussite », portée par les associations de parents d'élèves, les syndicats enseignants, lycéens et étudiants : « Nous avons une grande ambition: que le système scolaire soit d'abord au service des enfants et des jeunes et qu'il permette la réussite de tous⁴ ».

De telles orientations vont aboutir à une double impasse et frustration dont nous continuons de subir les effets aujourd'hui. Les diplômes professionnels de type CAP et BEP vont se trouver dévalorisés et le ressentiment envers la société et l'État va s'accroître chez les jeunes défavorisés qui ne parviennent pas à suivre des études prolongées jusqu'au bac. Les jeunes qui ont réussi à passer le bac (en 2002

78,6 % des élèves de terminale) vont pouvoir, quant à eux, se diriger massivement vers le premier cycle universitaire en s'inscrivant dans les disciplines de leur choix sans se soucier outre mesure des débouchés professionnels. Les humanités (lettres, sciences humaines et sociales) accueillent le plus grand nombre d'inscrits alors que ce sont elles qui connaissent le plus de difficultés en termes de débouchés professionnels. Les deux premières années universitaires aboutissent pour nombre de jeunes à une sélection par l'échec : « En moyenne, toutes disciplines confondues, 47 % des étudiants qui s'inscrivent dans une université passent au bout d'un an en deuxième année ; 30 % redoublent. Les autres se réorientent ou abandonnent ; on ne sait pas trop ce qu'ils deviennent⁵ ». Les étudiants des deux premières années des filières générales étaient fortement présents dans le mouvement anti-CPE. La dévalorisation des diplômes, le fait de devoir à terme occuper un emploi sans rapport avec sa formation entraînent là aussi frustration et ressentiment, ce qui a toujours constitué un terrain propice aux idées d'extrême gauche.

Les différents projets de réforme posant la nécessité d'une sélection à l'université (plan Fouchet en 1967, projet de loi Devaquet en 1986) ou ceux s'attaquant au problème récurrent de l'emploi professionnel des jeunes (Contrat d'insertion professionnelle du gouvernement Balladur en 1993 et CPE en 2006) se sont toujours heurtés à de forts mouvements de révolte de la jeunesse étudiante devant lesquels les pouvoirs ont toujours fini par céder. Il paraît désormais urgent d'arrêter la fuite en avant en osant aborder la question de la sélection et d'une orientation qui prenne en compte la réalité des débouchés professionnels selon les filières.

Deux figures différentes de la jeunesse

Avec la mobilisation anti-CPE et l'occupation des facultés, mai 68 n'a pas manqué d'être invoqué à titre de référence de la révolte de la jeunesse ou, au contraire, pour en souligner le caractère aujourd'hui dépassé. Quand on compare les situations et les thèmes de la contestation de l'époque, les différences apparaissent d'abord nettement. La contestation étudiante était dynamique et optimiste, quelles que soient ses folies et ses irresponsabilités. L'exigence d'une liberté absolue sans référent et sans ancrage liée à l'idée de table rase a été brandie par la révolte d'une génération d'« enfants gâtés » (comparée aux générations antérieures), élevés dans le contexte du développement du plein-emploi, de la consommation et sous la protection de l'État-providence. Tel n'est pas le moindre des paradoxes : dans son extrémisme même et sa coupure avec le réel, le mouvement contestataire de l'époque portait la marque de la dynamique d'expansion des Trente Glorieuses qui permettait à la jeunesse étudiante de vivre dans une relative insouciance. Orphelins d'épopée dans la nouvelle « société de consommation », les jeunes

4. Citation extraite d'un texte cosigné par sept organisations, *Nous voulons une école au service des enfants et des jeunes*, septembre 1998.

5. Jean-Robert Pitte, président de l'université Paris-Sorbonne (Paris-IV), *Jeunes on vous ment! Reconstruire l'université*, Paris, Fayard, 2006, pp. 68-69.

militants de l'époque ont vécu ces années contestataires sur le mode d'un imaginaire où le thème de la révolution faisait écho à une révolte de la jeunesse en rupture avec le « vieux monde », mouvement qui s'affirmait alors dans de nombreux pays.

Les successeurs des baby-boomers vont vivre dans une période bien différente, où la montée du chômage de masse s'accompagne de la fin des utopies et de l'« ère du vide ». Dans un monde désabusé où l'emploi devient une préoccupation centrale, le réalisme cynique semble dominer. Chacun est ainsi amené à « gérer » son image, ses compétences et sa carrière selon une logique d'instrumentalisation généralisée des rapports sociaux et de projet personnel pour survivre dans une société dépourvue d'avenir. Auto-évaluation et performance dès le plus jeune âge font partie de ce nouvel « air du temps » où il importe pour chacun de défendre et de valoriser son moi pour s'en sortir au mieux dans une société où l'insouciance et la gratuité ne sont plus de mise. C'est précisément dans cette nouvelle période historique que la gauche est arrivée au pouvoir et que le parti socialiste a vu ses rangs se grossir de jeunes militants qui peuvent vite quitter le statut d'étudiant pour faire carrière en politique.

La différence saute aux yeux quand on compare les images des *leaders* de mai 68 : Jacques Sauvageot, Daniel Cohn-Bendit et Alain Geismar, avec ceux du mouvement anti-CPE. Les premiers paraissent passionnés et ravis, échevelés au milieu d'une tempête, ayant le sentiment de participer à un moment historique, d'être portés par un mouvement annonçant un monde nouveau dont personne n'est en mesure de dessiner les traits. Les seconds s'affirment volontiers comme les représentants légitimes de la jeunesse scolarisée, élus syndicalement ou dans les assemblées générales. Avec leur visage lisse et leurs réponses toutes faites, ils ont des allures de petits bureaucrates déjà bien rodés à l'utilisation des médias, sachant précisément ce qu'ils veulent et faisant valoir leurs droits. En poussant à l'extrême, on pourrait dire que nous sommes passés de l'utopie joyeuse d'une autre société à celle plus crispée d'un CDI pour tous. Dans les deux cas, il y a une irresponsabilité et une impasse, mais leur tonalité et leur contenu ne sont pas les mêmes.

Il est enfin un autre trait qui distingue clairement le contestataire de mai 68 du manifestant anti-CPE : tandis que le premier a tendance à considérer les responsables syndicaux comme d'infâmes bureaucrates, s'en prend aux « vieilles barbes » et considère volontiers que « toute relation de dépendance est une négation de l'autonomie⁶ », le second est volontiers accompagné par des responsables syndicaux et des parents qui semblent revivre temporairement une nouvelle jeunesse. On peut mesurer le fossé qui sépare ces deux types de jeunes à la lecture d'un texte des « lycéens en lutte d'Arras », repris et diffusé par des syndicats dans les manifestations. Ce texte se présente sous la forme d'une lettre adressée à ses

parents : « Chère Maman, cher Papa. Depuis quelques semaines, avec un grand nombre de mes copains et copines, mais aussi avec d'autres jeunes des autres lycées, je demande le retrait du CPE... ». Il s'ensuit une explication des causes de ce combat sur un ton quelque peu infantile qui masque mal un solide argumentaire contre le CPE similaire en fait à celui des syndicats. Le plus marquant en l'affaire réside dans la volonté de montrer à tout prix à ses parents qu'en luttant contre le CPE c'est aussi pour eux qu'on lutte, tout en leur demandant de continuer à subvenir à ses besoins : « Dans ce cas, vous comprendrez que je serai encore à la maison pendant quelques années, et j'espère que vous accepterez de m'accueillir même si cela n'était pas prévu. De même si je veux acheter une voiture, il faudra que vous vous portiez caution et de payer les traites du crédit si je suis licencié-e même si le motif est intolérable et "bidon". Pourtant les fins de mois sont difficiles et les factures de plus en plus lourdes ». Pour ces jeunes, il va naturellement de soi qu'après le CPE le pouvoir va s'attaquer à tout le monde en remettant en question la totalité du Code du travail et des statuts : « La lutte que je mène aujourd'hui, c'est pour toi maman et pour toi papa, et peut-être que vous ne le saviez pas. La jeunesse a montré l'exemple de son courage et de sa détermination, pourquoi pas vous ? En mai 68, un tel appel aurait provoqué à n'en pas douter l'hilarité des contestataires qui entendaient précisément rompre avec leurs familles, mais aujourd'hui ces derniers ont de quoi s'interroger : pourquoi leurs propres enfants qu'ils n'ont cessé de vouloir « autonomes » paraissent-ils si « cucus » et infantiles ? Le chômage n'explique pas tout.

Mai 68 : le moule premier de la révolte

Ces différences essentielles - du point de vue du contexte, du contenu et de la mentalité des acteurs - relèguent mai 68 dans le passé. Mais il n'en existe pas moins des traits communs entre les deux situations. Dans les années 1960, on assiste à une forte poussée démographique des générations d'après guerre. Les études secondaires, le bac et l'accès à l'université concernent des jeunes de plus en plus nombreux : la massification de l'enseignement devient une réalité. En dix ans, de 1958 à 1968, les effectifs étudiants vont plus que doubler, passant de 200 000 à plus de 500 000. Cette massification peut paraître faible par rapport à celle d'aujourd'hui (plus de 1 300 000 étudiants), mais elle n'en crée pas moins des problèmes nouveaux qui font l'objet de nombreux articles et colloques qui soulignent tous la nécessité de réformes urgentes : « Si ce pays ne règle pas, par un choix raisonné, la croissance de son Université, écrit le philosophe Paul Ricœur en 1964, il subira l'explosion scolaire comme un cataclysme national⁷ ».

Les méthodes traditionnelles de l'enseignement universitaire, les rapports entre enseignants et étudiants sont de plus en plus anonymes : « Quand je faisais mes cours, déclare

6. « Autonomie, famille et société », *Nous sommes en marche. Manifeste du Comité d'action Censier*, Paris, Éd. du Seuil, 1968, p. 35.

7. Paul Ricœur, « Faire l'université », *Esprit*, mai-juin 1964.



alors un enseignant, j'essayais de voir les têtes, malheureusement, vous voyez ce que c'est 1 500 personnes dans un amph... Des gens qui entrent et qui sortent, qui se donnent rendez-vous, qui lisent les journaux⁸», et il existe une crise relative des débouchés professionnels, tout particulièrement dans les facultés de lettres, où les étudiants sont les plus nombreux. Les travaux du Commissariat au plan soulignent le manque général de techniciens et de cadres supérieurs dans tous les domaines, et l'Université semble avoir quelques difficultés pour répondre à ces besoins de l'économie. L'idée même de passerelles entre l'Université et l'entreprise suscite en fait de fortes résistances. En 1963, une circulaire adressée à 6 500 étudiants licenciés en lettres leur propose de se spécialiser dans les sciences humaines appliquées, et d'effectuer un stage en entreprise avec comme débouché un poste de cadre : il n'y a que 52 réponses et 43 candidatures sont retenues⁹.

L'entreprise, l'enseignement professionnel et l'université sont des univers qui demeurent étrangers l'un à l'autre, et les nouveaux départements de sciences humaines qui se créent sont le foyer de la contestation qui se développe. Un texte intitulé « Pourquoi des sociologues¹⁰ » ? écrit par des étudiants contestataires de Nanterre juste avant les événements de mai 68, est particulièrement révélateur du refus de ces étudiants d'être des « chiens de garde ». Il commence par un constat : « Les départements de sciences humaines sont surpeuplés relativement aux débouchés disponibles à l'heure actuelle et cela en tenant compte du taux d'échecs élevé qui seront appliqués lors des examens¹¹ », pour aussitôt développer une critique de la fonction sociale des sociologues qui « collaborent à grande échelle avec tous les pouvoirs du monde bourgeois », se mettent au service des « directions d'entreprise et de l'État qui les assiste ». En mai 68, on retrouve dans les textes émanant des facultés des lettres et des sciences humaines ce même type de critique : l'Université est au service du conditionnement social et de l'exploitation, et les examens traditionnels sont considérés comme un élément du « mécanisme de sélection-élimination sur lequel est basée la reproduction des couches dirigeantes¹² ».

A partir de mai 68, la jeunesse lycéenne et étudiante s'affirme comme une force avec laquelle l'État et les partis politiques vont désormais devoir compter. Cette « sorte de 1789 socio-juvénile » que fut la Commune étudiante « accomplit l'irruption de la jeunesse comme force politico-sociale¹³ ». La culture libertaire et les formes d'action privilégient une « démocratie sauvage » qui prend la forme d'assemblées générales houleuses et s'affirme volontiers comme une démocratie authentique face au suffrage universel : le vrai pouvoir est dans les facultés occupées et dans la rue. Le caractère juvénile du mouvement accentue l'illusion lyrique. La parole qui s'échange directement acquiert une sorte de puissance magique qui laisse croire que parler du monde suffit pour le transformer, que le pouvoir légal

s'est évanoui et que la société tout entière comprend et approuve le mouvement. L'expression « l'imagination prend le pouvoir » présente en Mai peut aussi s'entendre comme une fuite dans l'imaginaire. Les manifestations de rue passent par le rituel du face-à-face avec la police qui peut déboucher sur des violences et des exactions effectuées le plus souvent par de petits groupes marginaux. Dans une société qui a aboli les rites de passage traditionnels, « aller à la manif », déployer des banderoles et scander des slogans, faire face aux rangs de CRS et risquer charges, coups de matraque et interpellations devient une sorte d'initiation par laquelle les jeunes des couches moyennes se mettent à l'épreuve et flirtent à leur façon avec la limite, le plus souvent sous l'œil bienveillant des autorités et des responsables policiers qui veillent à éviter de trop grands débordements.

Depuis mai 68, les différentes luttes étudiantes et lycéennes ne sont guère sorties de ce moule et le mouvement anti-CPE n'y a pas échappé. On y retrouve cette composante juvénile qui accentue la fuite en avant et l'irresponsabilité. Le mouvement n'est pas loin de se considérer comme le « grand mouvement populaire » représentant l'ensemble de la jeunesse et des couches populaires. S'y ajoutent les mots d'ordre de « démission du gouvernement » et de « grève générale », la prétention de représenter l'ensemble de la jeunesse et de la société, d'incarner la vraie légitimité en dehors du suffrage universel, idées encouragées par les extrémistes de gauche et nombre de *leaders* qui rejouent la énième version des sans-culottes dans une société démocratique du XXI^e siècle.

Il est enfin un élément décisif dans l'impact de l'événement dans le pays : le rôle de diffuseur et d'amplificateur joué par les médias. La priorité donnée au direct et à l'instantané avec des médias qui fonctionnent vingt-quatre heures sur vingt-quatre, la recherche du spectaculaire contribuent à démultiplier l'impact des manifestations en faisant croire que Paris et la France entière sont de nouveau paralysés et confrontés à un mouvement d'une ampleur sans précédent. Quelques mois auparavant, la répercussion médiatique des nuits de violence dans les banlieues avait pu donner l'impression à la province et à l'étranger que Paris était tout entier à feu et à sang.

Cette importance des médias, qui désormais s'intègrent intimement aux événements en leur donnant un écho et une portée dont le rapport avec la réalité ne va pas de soi, est précisément déjà à l'œuvre en mai 68 avec les reportages en direct des radios privées : « Que la violence en mai 68 ait été un spectacle est une évidence, écrit Maurice Grimaud, préfet de police de Paris en mai et juin 1968. La réapparition à Paris des barricades que l'on n'y avait plus vues depuis la Libération (1944) ou la Commune (1871), les détonations assourdissantes des grenades dites « défensives », les lancers de pierres et de pavés sur le service d'ordre et la riposte des grenades lacrymogènes, tout cela fascina très vite les radios et les télévisions du monde entier dont les reportages à

8. Cité par Philippe Labro et l'Équipe d'Édition Spéciale, *Ce n'est qu'un début*, Paris, Éditions et Publications premières, 1968, pp. 245-246.

9. Alain Schnapp, Pierre Vidal-Naquet, *Journal de la Commune étudiante. Textes et documents. Novembre 1967-juin 1968*, Paris, Éd. du Seuil, 1988, p. 31.

10. Dany Cohn-Bendit, Jean-Pierre Duteuil, Bertrand Gérard, Bernard Granautier, « Pourquoi des sociologues » ?, publié dans la revue *Esprit*, mai 1968.

11. *Ibid.*

12. *Quelle Université ? Quelle société ?* (Textes réunis par le centre de regroupement des informations universitaires), Paris, Éd. du Seuil, 1968, p. 36.

13. Edgar Morin, « La Commune étudiante », *Mai 68 : la brèche. Premières réflexions sur les événements*, Paris, Fayard, 1968, pp. 26-27.

vif et les images surréalistes convainquirent la province et le monde entier que la France était au seuil de la révolution. Cette mise en scène médiatique eut un autre effet, non prévu : elle multiplia les vocations chez beaucoup de spectateurs de ces images qui sans cela seraient tranquillement restés chez eux ou dans leurs salles de cours ou de bibliothèque. Du rôle des médias dans la contagion de la violence¹⁴ ». A la différence de mai-juin 68, les télévisions et les radios du service public se sont montrées très largement favorables au mouvement anti-CPE. Il faut dire qu'elles comptent dans leurs rangs des journalistes pour qui la distinction du fait et du commentaire n'a plus lieu d'être, et nombre d'entre eux se sont comportés comme des militants ou des sympathisants du mouvement.

Un ensemble de traits présents en mai 68 - massification de l'enseignement, refus de l'adaptation et de la sélection, « démocratie sauvage » s'affirmant comme la légitimité authentique face au pouvoir élu, fuite dans l'imaginaire, rôle d'amplification joué par les médias... - vont ainsi se retrouver dans les mouvements de lutte de la jeunesse scolarisée que connaît le pays depuis bientôt quarante ans. Ces éléments ne suffisent pas à caractériser l'événement mai 68 et n'épuisent pas, loin s'en faut, sa signification¹⁵, mais ils ouvrent une période de contestation nouvelle et constituent une forme première, une structure dans laquelle vont s'insérer les mouvements de révolte avec des acteurs et des thèmes nouveaux.

Des générations sacrifiées ?

Depuis décembre 1995, le pays voit resurgir régulièrement ce qu'on appelle un « mouvement social¹⁶ ». Ce mouvement combine des grèves partielles dans les services publics et des manifestations de rue dans un court laps de temps, sans pour autant déboucher sur un mouvement d'ensemble et une grève générale tels qu'on les a connus dans le passé en 1936 et en mai 68. La question du lien générationnel est présente au sein de ces mouvements sporadiques. Les grands-parents ou les parents présents dans les manifestations ont en tête les Trente Glorieuses et supportent mal le fait de voir leurs enfants connaître une situation plus difficile en matière d'emploi et de retraite. Cette dernière est ressentie comme une rupture et une régression par les parents comme par les enfants. Le tableau dressé est des plus sombre et s'accompagne souvent du sentiment d'une « injustice générationnelle¹⁷ », d'une « spoliation des jeunes par les vieux¹⁸ ». L'idée qu'« il est préférable, pour toute la vie ultérieure, d'avoir vingt ans en 1968, lorsque le taux de chômage dans les deux ans de la sortie des études est de 5 %, qu'en 1994 où ce taux culmine à 33 %¹⁹ » semble être devenue une évidence. Une partie des baby-boomers n'est pourtant pas épargnée par le chômage, si l'on songe aux licenciements des ouvriers, des employés et des cadres de cinquante ans et plus dans nombre d'entreprises. Et, surtout, le taux

de chômage, pour important qu'il soit, n'est pas le seul facteur à prendre en compte pour faire valoir la situation économique et sociale d'une tranche d'âge. Le niveau de consommation, de confort, d'assistance, la durée globale des études entrent aussi en ligne de compte, sans parler des conditions matérielles de travail, de la cinquième semaine de congés payés et de la diminution de la durée du travail. De ce point de vue, les nouvelles générations ne semblent pas particulièrement sacrifiées, bien au contraire.

La vision d'un destin noir des jeunes déborde le problème de l'emploi et s'étend aux problèmes de la promotion sociale et de la retraite. Pour financer les retraites de leurs aînés, les jeunes générations devront payer des cotisations sociales plus lourdes, ce qui risque de grever d'autant leur salaire. La « mobilité ascendante » ne fonctionnant plus comme avant, la jeunesse subirait un déclassement généralisé par rapport à la position sociale des parents, dégradation imputée avant tout à la nouvelle situation économique, voire à la responsabilité des baby-boomers qui ne veulent pas céder la place. Ces idées se présentent sous les auspices d'un constat sociologique et souvent légitimement la révolte des jeunes étudiants, mais elles sont largement erronées.

Il est vrai que le nombre de cadres supérieurs et dirigeants augmente aujourd'hui moins vite que dans les années 1950, mais cela renvoie avant tout à un effet de structure : la progression en nombre et en pourcentage des cadres supérieurs s'accompagne mécaniquement du fait que le nombre de jeunes issus de ces familles est beaucoup plus important aujourd'hui que dans les années 1950 et 1960. Pour les jeunes issus de ces milieux, il est donc naturellement plus difficile de connaître la même ascension sociale, d'avoir une position plus élevée que celle de leurs parents. Le schéma de l'ascension sociale selon lequel, par exemple, un fils de paysan devient instituteur et un fils d'instituteur devient cadre supérieur ne peut guère se perpétuer au-delà. Le fils du cadre supérieur peut espérer arriver à un niveau égal à celui de ses parents dans l'échelle sociale. Comme le nombre de postes de cadres supérieurs est plus important qu'à l'époque de ses parents, il dispose même d'une probabilité plus grande d'accéder à ces postes, s'il acquiert les connaissances et les compétences nécessaires. Mais monter plus haut dans l'échelle sociale devient difficile ou exceptionnel, ne serait-ce que parce que le nombre de postes au-dessus est limité. En réalité, cette situation ne concerne qu'une catégorie sociale bien particulière : les enfants des cadres supérieurs. Il est donc faux de laisser croire que l'ascenseur social ne fut en réalité que le « destin d'une seule génération » ou qu'une parenthèse alors qu'il continue de fonctionner - si on le mesure par l'accès aux études supérieures - pour les enfants des catégories moyennes ou modestes.

Le principe même de la retraite suppose une solidarité entre les générations : les parents ayant assuré l'éducation de leurs enfants sont

14. Maurice Grimaud, « L'État républicain face à la violence. L'exemple de Mai 68 », *Politique Autrement*, avril 1999.

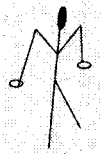
15. Cf. *Mai 68, l'héritage impossible*, Paris, La Découverte, 1998, 2002.

16. Cf. « Hypothèses pour comprendre le chaos ambiant », *Le Débat*, n° 126, septembre-octobre 2003.

17. Louis Chauvel, « Avant-propos à la deuxième édition » de *Le Destin des générations. Structure sociale et cohortes en France au XX^e siècle*, Paris, PUF, 1998, p. 246.

18. *Ibid.*, p. 246.

19. *Ibid.*, « Avant-propos à la deuxième édition », p. XVI.



en droit d'être aidés à leur tour quand ils cessent de travailler. Ce principe vaut collectivement à l'échelle de la société et passe par le prélèvement de cotisations régulées par les partenaires sociaux et l'État. Si les cotisations sont plus importantes pour les générations nouvelles, on ne saurait pour autant oublier de prendre en compte le fait que celles-ci sont restées plus longtemps à la charge de leurs parents et de la société, en bénéficiant d'un niveau global de formation plus élevé. L'idée d'un sacrifice que seules les générations nouvelles auraient à supporter suppose aussi un « raisonnement à production constante » qui projette sur l'avenir la période actuelle en n'envisageant pas de croissance possible qui permettrait de trouver un nouvel équilibre entre le niveau des revenus des actifs et le maintien du niveau de vie des retraités. Quant à la nécessité de travailler plus longtemps, elle est directement liée au développement de l'espérance de vie qui signifie globalement une retraite qui dure plus longtemps : si l'on vit dix ans de plus et en meilleure santé, il ne paraît pas particulièrement anormal ou injuste de devoir travailler quelques années de plus pour pouvoir assurer le financement de la retraite. L'alliance entre les jeunes scolarisés et les retraités des services publics dans les manifestations de rue est précisément significative d'une difficulté à assumer des deux côtés le rapport de solidarité entre générations dans une période historique bien différente de celle des Trente Glorieuses.

Le fait que l'année de naissance, la situation économique et sociale dans laquelle on est éduqué et formé agissent sur le destin d'une génération constitue un constat banal. Mais lui appliquer l'idée d'une « injustice générationnelle » parce que la période économique et sociale a changé dans le sens du développement du chômage de masse, des difficultés du financement des retraites, de la dévalorisation des diplômes, laisse supposer que les évolutions sociales et historiques sont totalement maîtrisées par les classes au pouvoir ou, plus précisément, par les baby-boomers qui s'accrochent à leurs privilèges. La difficulté de la jeunesse à structurer ses propres aspirations est ainsi complètement renvoyée à un manque de moyens matériels et à l'égoïsme des soixante-huitards qui empêcheraient tout un potentiel créateur de s'exprimer. C'est se placer, comme d'autres, en victime de l'histoire et des soixante-huitards en faisant valoir des droits. Parler d'une « injustice générationnelle », d'une « spoliation des jeunes par les vieux », c'est se placer dans une position de surplomb de l'histoire en considérant que la période des Trente Glorieuses constitue non pas une période bien particulière, mais la norme à partir de laquelle l'évolution économique et sociale ultérieure doit être jugée, non pas la forme qu'a prise l'idée de progrès à un moment donné, mais l'essence même du progrès. Un tel conservatisme qui se prévaut de la défense des nouvelles générations est un frein à toute dynamique de reconstruction au même titre que le corporatisme existant au sein des services publics ou que les baby-boomers qui ignorent les difficultés des jeunes.

La fin d'un monde

Chaque génération vieillissante regardant les évolutions qu'elle a connues depuis son enfance et le comportement des nouveaux venus éprouve souvent le sentiment de la fin d'un monde, d'une rupture dans les façons de vivre et de penser. Stefan Zweig dans *Le Monde d'hier* met ainsi en perspective l'univers de stabilité existant avant la guerre de 1914 et les bouleversements qui ont suivi : « Ce n'est pas tant *mon* destin que je raconte que celui de toute une génération, notre génération singulière, chargée de destinée comme peu d'autres au cours de l'histoire. Chacun de nous, même le plus infime et le plus humble, a été bouleversé au plus intime de son existence par les ébranlements presque ininterrompus de notre terre européenne²⁰ ».

Ce sentiment d'une rupture a été ravivé d'une tout autre manière lors de l'explosion des mouvements étudiants dans le monde à la fin des années 1960. Pour l'anthropologue américaine Margaret Mead, il ne s'agissait pas seulement d'une « forme particulièrement aiguë de rébellion adolescente », mais d'un changement culturel de grande ampleur d'une portée universelle²¹. Les générations de l'après-guerre ont grandi dans un monde où l'arme atomique peut détruire la planète, où le développement sans précédent des médias et des moyens de communication permet l'émergence d'une culture planétaire... Autant de changements que les anciens n'auraient pas cru possibles et qui font que leurs modèles pour appréhender le monde ne paraissent plus pertinents : « Récemment les aînés pouvaient encore dire : "Vous savez, j'ai été jeune, mais vous, vous n'avez jamais été vieux". Aujourd'hui, les jeunes gens peuvent répondre : "Vous n'avez jamais été jeune dans le monde où, moi, je suis jeune, et vous ne le serez jamais"²² ».

On peut se demander si les effets du changement culturel porté par les mouvements étudiants de la fin des années 1960 n'ont pas abouti dans les décennies suivantes à une rupture générationnelle plus radicale encore et d'une autre nature. La fracture ne vient pas seulement de l'usage des nouvelles technologies, du développement des grands médias audiovisuels, de la prégnance de l'image sur l'écrit, éléments déjà largement amorcés dans la période antérieure, même si la « fracture numérique » s'y est ajoutée. Elle porte directement sur le creuset culturel dans lequel les jeunes ont grandi et ont été formés.

La génération soixante-huitarde est placée à la jointure de deux époques, éduquée selon un modèle qui reste encore imprégné des valeurs traditionnelles en même temps qu'elle est porteuse d'aspirations nouvelles rendues possibles par le développement de l'après-guerre. Les parents ont connu les privations et les guerres, le Front populaire de 1936, la guerre d'Espagne et la Résistance, dont les souvenirs sont encore bien présents. Après l'Indochine, la France mène une guerre en Algérie jusqu'au début des années 1960.

20. Stefan Zweig, « Préface », *Le Monde d'hier* (1944), Paris, Belfond, 1993, p. 7.

21. Margaret Mead, *Le Fossé des générations. Les nouvelles relations entre les générations dans les années 1970*, Paris, Denoël/Gonthier, 1971-1979.

22. *Ibid.*, p. 78.

En même temps les jeunes de l'époque vivent dans une société nouvelle où la consommation et les loisirs, les développements dans tous les domaines font penser que le bonheur est à portée de main, qu'il se vit au présent sans passer par des sacrifices ou attendre les « lendemains qui chantent ». Dans l'enseignement, l'histoire de la France, la littérature et les arts sont encore des matières importantes tandis que les jeunes grandissent avec le cinéma, la radio et la télévision, la musique rock... Ainsi nombre de fils relient-ils encore les baby-boomers à la France ancienne alors que la vie quotidienne et leurs aspirations les plongent dans un autre univers qui rompt avec cette histoire. Les soixante-huitards sont des héritiers rebelles. Ils vont se révolter contre la culture judéo-chrétienne, humaniste et républicaine, mais ils ont été encore, qu'ils le veuillent ou non, éduqués dans son creuset.

Il n'en est plus de même pour les générations suivantes: le fil a été déjà rompu. Elles arrivent dans ce qui ressemble à un champ de ruines produit par une critique qui ne s'est guère souciée ou s'est montrée incapable de reconstruire. Elles se sont trouvées face à des enseignants et des éducateurs qui n'assumaient pas ou mal leur rôle de transmission d'un héritage avec lequel ils étaient eux-mêmes en rupture. Leur « destin » n'est pas d'être venues « trop tard » après les baby-boomers - chaque génération peut éprouver ce même sentiment vis-à-vis de ses pères et les soixante-huitards eux-mêmes n'y ont pas échappé -, mais d'avoir été largement élevées et éduquées dans une culture post-soixante-huitarde qui a proclamé leur autonomie dès leur plus jeune âge en s'attaquant non seulement à l'autoritarisme, mais au principe même de l'autorité. Un livre comme *Libres enfants de Summerhill*²³, diffusé à plus de 400 000 exemplaires dans les années 1970, constitue de ce point de vue un modèle qui a imprégné de nombreux futurs parents. On y trouve sous une forme extrême le condensé des croyances de l'époque en matière d'éducation. Derrière les proclamations de l'autonomie et de la liberté de l'enfant, se cache un processus d'effacement des adultes qui a tous les traits d'un abandon : « Je crois qu'imposer quoi que ce soit avec autorité est injuste. L'enfant ne devrait jamais être forcé à faire quelque chose avant d'être arrivé de lui-même à l'idée - son idée - qu'il doit la faire. La malédiction qui pèse sur l'humanité, c'est la contrainte extérieure, qu'elle vienne du pape, de l'État ou du professeur. C'est du fascisme²⁴ ». Il y aurait d'un côté l'école traditionnelle « mauvaise parce que fondée sur une conception adulte de ce que l'enfant doit être et doit apprendre » et, de l'autre, l'« éducation dans la liberté », celle d'une « école qui serve les besoins des enfants - plutôt que l'inverse²⁵ ». On entend encore l'écho de ces conceptions chez des responsables syndicaux, des parents d'élèves et des jeunes.

A cet « héritage impossible » de mai 68 est venu vite s'ajouter un retournement de la situation économique avec la fin des Trente Glorieuses et la « crise de l'État-providence ».

Alors que précédemment tout semblait encore possible pour la jeunesse en révolte²⁶, à l'inverse de l'utopie se développe une vision noire de l'avenir que le développement du chômage de masse mais aussi la dégradation de l'environnement semblent incarner. L'image de la toute-puissance de la jeunesse accomplissant la réalisation de ses désirs en toute insouciance a du mal à se redéployer dans ce nouveau contexte. La désillusion est grande chez les jeunes générations qui ont hérité cette image de leurs parents soixante-huitards. L'une des causes du mal-être des nouvelles générations nous paraît due au divorce entre l'image de la jeunesse transmise par leurs parents et la situation plus difficile dans laquelle ils se trouvent. Cette désillusion des jeunes est symptomatique d'un phénomène plus général : le ressentiment victimaire qui s'est développé dans la société trouve à s'éclairer à partir de ce changement de période historique et de l'incapacité à y faire face avec des schémas qui sont ceux de la période antérieure, schémas dont on ne parvient pas à se débarrasser.

S'il existe bien une responsabilité des soixante-huitards vis-à-vis des jeunes aujourd'hui, elle réside avant tout dans leur refus et leur incapacité à prendre un recul réflexif et critique sur les idées qu'ils ont véhiculées, de tenir un récit cohérent sur ce qui s'est passé. « Nous ne sommes les enfants de personne²⁷ », tel est précisément le constat dressé par un jeune auteur de talent qui s'interroge sur l'héritage culturel et spirituel laissé par les soixante-huitards qui sont restés bloqués dans leur imaginaire.

Quel passage à l'âge adulte?

Les enfants des baby-boomers ont été éduqués dans une situation paradoxale où les adultes et la société les ont valorisés à outrance en abolissant la différence entre les générations. Difficile de s'identifier et de se révolter contre le père quand celui-ci prend les traits du copain ou du thérapeute, ou quand ceux qui sont censés faire figure d'autorité vous renvoient votre propre image de jeune révolté en vous incitant à les imiter. La formation des jeunes les soumet pareillement à des injonctions paradoxales difficiles à supporter. Dans le même temps où ils sont déclarés autonomes et responsables, ils sont aussitôt soumis à de fortes pressions et à des évaluations multiples (dès la crèche et la maternelle) qui les classent et sont censées les rendre à la fois conformes et performants.

En les considérant de plus en plus tôt comme des adultes et des citoyens, les éducateurs ont brouillé les places et les rôles, court-circuité l'insouciance de l'enfance et l'indétermination de l'adolescence, étapes indispensables à leur structuration. Qu'on ne s'étonne pas alors de voir apparaître des personnalités fragiles et instables sous les apparences du sérieux le plus convenu. Les médias et les hommes politiques ont suivi et encouragé le phénomène en mettant en scène à leur

23. Alexander S. Neil, *Libres enfants de Summerhill*, Paris, Maspero, 1970.

24. *Ibid.*, p. 112.

25. *Ibid.*, p. 22.

26. « Ce que nous voulons : Tout ! » tel était le titre significatif d'un journal maoïste-libertaire qui entendait développer un « Front de la jeunesse ».

27. Jacques de Guillebon, *Nous sommes les enfants de personne*, Paris, Presses de la Renaissance, 2005.



tour le spectacle des enfants adultes et citoyens. Depuis 1992, l'Assemblée nationale accueille chaque année garçons et filles pour adopter un texte qui fait prévaloir dans l'Hémicycle la « cause des enfants et la défense de leurs droits ». Le Parlement mondial des enfants²⁸, organisé à l'initiative de l'Assemblée nationale française et de l'UNESCO en octobre 1999, en est un exemple frappant. Il a débouché sur l'écriture d'un Manifeste de la jeunesse pour le XXI^e siècle²⁹. Ces jeunes « citoyens du monde », nous dit-on, se sont comportés « comme de véritables parlementaires³⁰ », ils nous donnent une « leçon d'intelligence, d'authenticité et de générosité³¹ ». Mais au risque de passer pour un vieux réactionnaire et un ennemi des enfants, force est de constater que ce manifeste enfile des thèmes remplis de bonnes intentions qui reflètent le nouvel air du temps : paix et non-violence, éducation, environnement, développement économique et humain, solidarité, culture, communication et dialogue interculturel. Beaucoup de ses déclarations ressemblent à celles de l'Église de France, mais elles pourraient aussi trouver leur place dans les discours du parti socialiste, du parti communiste ou d'Olivier Besancenot, comme, du reste, dans celui de la droite qui s'est convertie au jeunisme ambiant. Nombre de formulations ont un air connu : « participer aux instances de décision », « éduquer à l'environnement », « éduquer à la différence », « apprendre à mieux connaître les autres et leur culture pour mieux les respecter », « valoriser toutes les cultures et les traditions ethniques »... Pédagogues et managers modernistes peuvent même s'y retrouver : « lancer des projets », « mettre en commun nos connaissances », « considérer l'interculture comme une discipline transversale indispensable à la formation », sans oublier la fameuse injonction : « Devenons des acteurs du changement ! » Parmi les « idées pertinentes des enfants du monde entier », celles des jeunes Français portent sur la santé et ont de quoi satisfaire les médecins et les responsables de la Sécurité sociale : prévention des maladies sexuellement transmissibles, lutte contre les drogues, prévention contre le tabac, limitation de la consommation d'alcool, avec cette recommandation en direction des constructeurs automobiles : « Il faudrait créer et installer dans les voitures un dispositif interdisant le démarrage lorsque le chauffeur est ivre (le souffle alcoolisé empêchant la mise en route)³² ». Comme l'écrit si bien Laurent Fabius qui ne semble pas s'en inquiéter : « “Nous forgerons notre futur quand nos rêves deviendront lois” est la devise qu'ils se sont donnée³³ ».

On ne saurait reprocher aux enfants leur angélisme et leur conformisme, mais le plus étrange en l'affaire c'est lorsque la parole des adultes se mêle à ce point à celle des enfants, quand la langue de caoutchouc des politiques devient celle des jeunes.

Adultes et responsables se servent des enfants comme d'un miroir dans lequel ils trouvent comme par bonheur leur propre reflet : « Il n'est pas que sur leur propre vie que

les paroles des enfants nous éclairent. Ils observent notre univers, dangereux ou familier, dans sa globalité. Ils le décryptent. Ils l'analysent. Ils nous tendent un miroir et nous devons nous y regarder³⁴ ». Il est temps de briser le miroir et d'en finir avec ce jeunisme éhonté si l'on veut donner aux nouveaux venus la possibilité d'innover.

L'adolescence comme structure sociale de comportement

L'adolescence est ce moment où l'individu se trouve confronté à la « douloureuse perspective de la fin des possibles³⁵ ». Le passage de l'enfance à l'âge adulte reste une épreuve et il n'existe pas de modèle ou d'outils auxquels se conformer. Mais la façon dont la confrontation s'effectue avec le monde des adultes est décisive pour la sortie de cette période difficile et la structuration de la personnalité. Il est d'autant moins aisé de renoncer aux plaisirs perdus et idéalisés de l'enfance que le monde des adultes s'en détache difficilement et se montre incapable de valoriser les autres types de satisfaction que procure la maturité. La jeunesse comme moment central et intense de la vie est valorisée socialement, à tel point qu'elle apparaît comme le summum de l'existence, le moment de la « vraie vie » à l'aune duquel la maturité et la vieillesse apparaissent comme nécessairement décadents. Il fut un temps où le fait de quitter la famille pouvait être vécu comme une véritable libération, impliquant une autonomie affective et financière conquise parfois contre les parents. Aujourd'hui, la plus grande difficulté à trouver du travail et les habitudes acquises dans les familles « libérées » ne favorisent pas la séparation. Et comment parvenir à structurer les différents volets de sa personnalité quand ceux qui sont supposés incarner l'autorité ont eux-mêmes du mal à le faire ? Comment être cohérent quand les pouvoirs en place et les hommes politiques ont tendance à dire tout et son contraire, quand règnent le cynisme et l'instrumentalisation des idées et des individus ? Comment trouver la juste estime de soi-même quand la société et les institutions s'empêtrent dans une « mémoire pénitentielle ? »

Des psychologues ont été amenés à étendre l'adolescence sur un plus grand nombre d'années, mais on ne saurait en rester à cette périodisation. La question mérite d'être posée directement : la mentalité et les comportements qui caractérisent cette période transitoire de la vie ne forment-ils pas une structure de comportement plus large lorsque la société trouve en face d'elle un pouvoir informe et incohérent, lorsque le pays doute profondément de lui-même, ne sachant plus d'où il vient et où il va ? Décivant les principaux traits de la personnalité narcissique contemporaine, Christopher Lasch souligne la « crainte d'engagements astreignants », le « désir de garder toutes les options ouvertes », l'« aversion au fait de dépendre de quelqu'un³⁶ ».

28. Il a rassemblé 350 jeunes ressortissants de 175 pays.

29. *Le Manifeste de la jeunesse pour le XXI^e siècle*, Neuilly-sur-Seine, Éditions Michel Lafon, 2000.

30. Laurent Fabius, « Préface. Si tous les enfants du Monde... », *ibid.*, p. 12.

31. *Ibid.*, p. 16.

32. *Le Manifeste de la jeunesse pour le XXI^e siècle*, op. cit., p. 52.

33. L. Fabius, « Préface. Si tous les enfants du Monde... », *ibid.*, p. 17.

34. *Ibid.*, p. 8.

35. Marie-Claude Blais, « Une libération problématique », *Le Débat*, n° 121, septembre-octobre 2002.

36. Christopher Lasch, *La Culture du narcissisme*, Castelnau-le-Lez, Climats, 2000, p. 296.

Cette difficulté d'être s'accompagne d'un rapport des plus ambivalents à l'État et aux institutions : les individus ont tendance à soupçonner d'emblée ceux qui les dirigent d'une volonté de mainmise et de domination, tout en exigeant d'eux qu'ils répondent au plus vite à leurs besoins et les protègent. La difficulté à faire son deuil d'un passé mythifié, à accepter l'ambivalence et le tragique inhérent à l'histoire, la morale de la pureté et des bons sentiments, la posture de dénonciation victimaire sont également autant de traits qui ne sont pas sans rappeler les troubles et la révolte de la période adolescente.

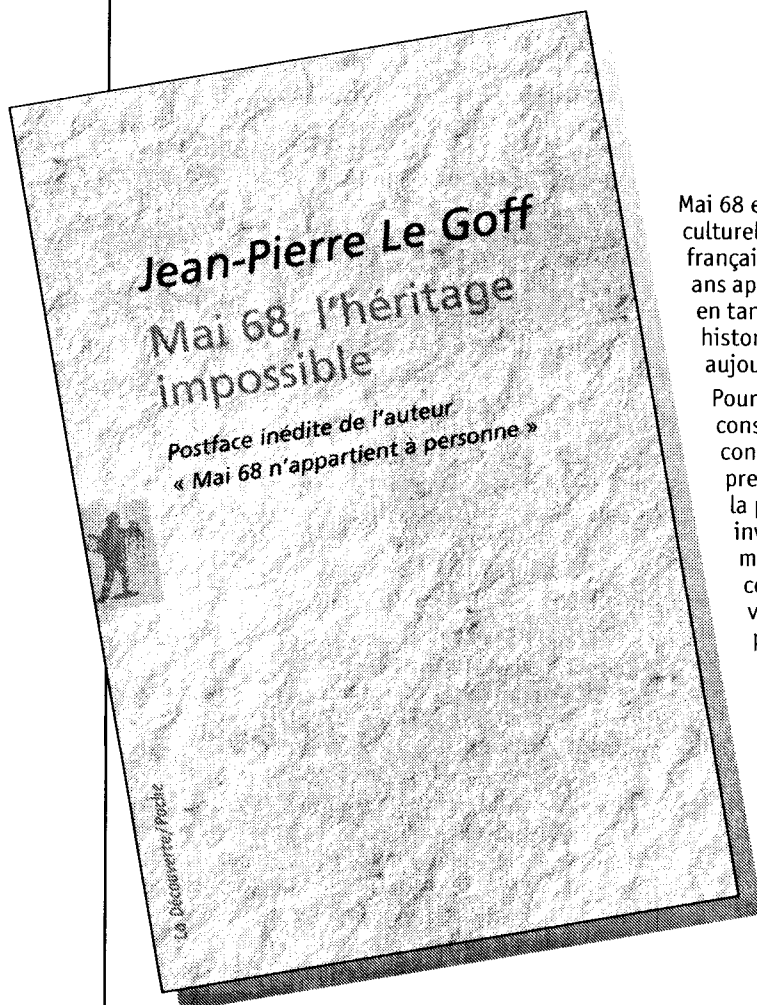
Cette structure de comportement pose un défi considérable non seulement aux formes traditionnelles de l'engagement collectif, comme les anciens militants des syndicats et les associations commencent à s'en apercevoir, mais au lien de citoyenneté, à une éthique de la responsabilité qui est au fondement de l'action politique démocratique. Force est de reconnaître que la démagogie de la gauche politique vis-à-vis des jeunes et du « mouvement social » a entretenu et encouragé un tel type de comportement. Il faut oser le dire sans ambages : les jeunes désorientés, les salariés et les retraités des services publics qui défendent leurs acquis comme une forteresse assiégée

forment un « peuple adolescent³⁷ », ils ne constituent pas les forces vives sur lesquelles s'appuyer pour recréer une dynamique de transformation dont le pays a besoin.

Rompre avec une telle structure de comportement supposerait que l'État et les politiques soient cohérents dans leurs discours et dans leurs actes, expliquent clairement dans quelle nouvelle situation historique nous sommes entrés et tracent un avenir discernable pour le pays dans le cadre de l'Union européenne qui donne envie à la société de s'y engager. Cela n'implique pas la « rupture », mais la reconstruction du modèle républicain adapté à la nouvelle période historique. Une tâche semblable à celle qui a vu la modernisation de la France dans l'après-guerre. Cela ne se fera pas sans difficulté après trente ans de chômage de masse, de gauchisme culturel, d'érosion des corps intermédiaires, de l'autorité de l'État et des institutions. Cela ne se fera pas non plus sans efforts équitablement partagés et sans lutte contre les inégalités. Mais, c'est la condition pour que le pays en finisse avec la nostalgie des Trente Glorieuses, avec l'angoisse et les fractures qui le minent. Il s'agit pour le pays de retrouver la confiance et l'estime de lui-même, en dehors desquelles il n'est guère de renouveau. ■

37. La notion de « peuple adolescent » a été mise en avant par Paul Yonnet dans « Rock, pop, punk. Masques et vertiges du peuple adolescent », *Le Débat*, n° 25, mai 1983.

Le nouveau « fossé des générations » a amené la formation d'un « peuple adolescent » différent de celui dont parle Paul Yonnet et nous employons cette expression dans le sens de structure sociale de comportement débordant une classe d'âge.



Mai 68 est sans conteste l'événement social et culturel le plus important qu'ait connu la société française depuis 1945. Et pourtant, plus de trente ans après, il est toujours très loin d'être assumé en tant que tel : à la différence d'événements historiques antérieurs, l'héritage de 68 reste aujourd'hui impossible.

Pour comprendre les effets souterrains considérables de Mai dans la France contemporaine, il faut revenir sur son utopie première et sur son échec, sur ces années où la passion des soixante-huitards s'est investie massivement dans un gauchisme aux mille facettes. A ceux qui ont vécu Mai 68 comme à ceux qui sont nés depuis, l'auteur voudrait faire partager cette conviction : pour dépasser aujourd'hui ce principe d'individualisme irresponsable qui nourrit l'air du temps, pour retrouver les voies d'une passion démocratique, il importe d'assumer enfin de façon critique l'héritage de Mai. L'ambition de ce livre est de contribuer à cette nouvelle et nécessaire mutation.